

Alors que les pourparlers d'Astana sont au point mort

Moscou propose des “zones de désescalade” en Syrie



Les négociations intersyriennes suspendues. ©D. R.

La délégation rebelle justifie ce retrait par les violations du cessez-le-feu par le régime de Bachar al-Assad et reproche, en outre, à la Russie de n'avoir pas “respecté ses promesses”.

Les représentants de l'opposition syrienne dite modérée ont annoncé leur retrait des négociations de paix ouvertes hier à Astana, au Kazakhstan, où ils discutaient avec les émissaires du président syrien Bachar al-Assad d'un projet russe sur la création de “zones de désescalade” en Syrie. Mais les opposants au régime syrien sont coutumiers de la politique - provisoire - de la chaise vide et pourraient très bien participer aux discussions aujourd'hui. Parallèlement, le président russe Vladimir Poutine rencontrait son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, soutien des rebelles, à Sotchi, sur les bords de la mer Noire. Le quatrième round de négociations intersyriennes dans la capitale kazakhe sous le parrainage de Moscou et Téhéran, alliés du régime de Bachar al-Assad, et d'Ankara, soutien des rebelles, s'est ouvert dans la matinée mais a vite tourné court. “La délégation rebelle suspend les rencontres à cause des violents bombardements aériens frappant les civils. La suspension durera jusqu'à la fin des frappes dans toute la Syrie”, a annoncé à l'AFP une source au sein de la délégation des opposants. Une autre source, proche de l'opposition syrienne, a déclaré à l'AFP que cette participation serait suspendue jusqu'à ce qu'“un engagement total sur la fin des bombardements en Syrie” par le régime soit pris. L'annonce a été si rapide qu'ils n'ont eu le temps d'avoir aucune rencontre à Astana, ni avec leur soutien turc, ni avec l'adjoint au secrétaire d'État américain pour les affaires proche-orientales, Stuart Jones, ni avec l'émissaire

de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura. Dans un communiqué à l'attention des "parrains des pourparlers d'Astana", la délégation rebelle justifie ce retrait par les violations du cessez-le-feu par le régime de Bachar al-Assad et reproche en outre à la Russie de n'avoir pas "respecté ses promesses" en tant que parrain de la trêve signée le 30 décembre 2016. Les rebelles exigent le retrait "de toutes les zones conquises par le régime depuis le 30 décembre" mais reconnaissent que des "zones de désescalade seraient une mesure temporaire pour améliorer la situation humanitaire difficile des civils". Ces "zones de désescalade" font partie d'un projet proposé par Moscou pour être discuté entre rebelles et émissaires de Damas. Une version en arabe de ce projet, fourni à l'AFP par une source proche de l'opposition, précise que ces "zones de désescalade" seraient créées dans les territoires rebelles à Idleb (nord-ouest), dans la province centrale de Homs, dans l'enclave rebelle de la Ghouta (banlieue est de Damas) et dans la partie méridionale du pays. Elles auront pour objectif "de mettre immédiatement fin à la violence" et de "fournir les conditions pour un retour sécurisé et volontaire des réfugiés". Par ailleurs, "des zones de sécurité" constituées de postes de contrôle et de centres de surveillance tenus conjointement par l'armée syrienne et les rebelles seraient mises en place autour des "zones de désescalade". Des unités militaires d'"observateurs" de pays non précisés devraient aussi être déployées. Le document stipule que la Turquie, l'Iran et la Russie seront les garants de l'accord et qu'ils s'engagent à créer "un groupe de travail commun" dans les cinq jours suivant la signature du document par les protagonistes.

R. I./Agences